

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.166/2
DU 14 FÉVRIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 24 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "déterminant les missions des services de secours qui peuvent être facturées et celles qui sont gratuites", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis vise à donner exécution à l'article 2bis/1 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2004. Il tend ainsi à se substituer aux arrêtés royaux du 27 janvier 1978 réglant les modalités de fixation et de récupération des frais de certaines interventions et prestations de la protection civile et du 9 août 1979 réglant les modalités de fixation et de récupération des frais de certaines interventions et prestations des services communaux d'incendie (articles 4 et 7 du projet).

Ces deux arrêtés royaux trouvaient leur fondement juridique dans l'article 85, alinéa 5, de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires, abrogé par la loi-programme du 27 décembre 2004, selon lequel "le Roi règle les modalités de fixation et de récupération des frais visés aux alinéas 1^{er} et 2".

Les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 85 de la loi du 24 décembre 1976, précitée, énonçaient :

"En cas de contamination ou de pollution accidentelle dûment constatée, et sans préjudice des dispositions de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, l'État et les communes sont tenus de récupérer, à charge des propriétaires des produits incriminés, les frais occasionnés de ce chef aux services de la protection civile et aux services communaux d'incendie lors des interventions effectuées par ces services ou à leur demande en vertu de leurs obligations légales et réglementaires. Toutefois, lorsque la contamination ou la pollution accidentelle survient en mer ou provient d'un navire de mer, ces frais sont à charge de l'auteur de ladite contamination ou pollution, conformément au droit international. Dans ce cas, les propriétaires des navires éventuellement impliqués sont civilement et solidairement responsables.

De même, l'État et les communes sont tenus de récupérer, à charge des bénéficiaires des prestations, les frais occasionnés aux services de la protection civile et aux services communaux d'incendie lors des prestations fournies par ces services en dehors des interventions qui leur sont imposées par les lois et règlements."

L'exposé des motifs de la loi-programme du 27 décembre 2004 soulignait ¹ :

"Le texte (de cet article 85) ne contient cependant aucune disposition concernant la récupération des frais relatifs aux interventions qui s'inscrivent dans un cadre légal ou réglementaire.

Or, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 28 mars 2003 qui a modifié la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile en y insérant une disposition qui énumère toutes les missions qui sont susceptibles d'être effectuées par les services d'incendie et les services de la protection civile, la question de la possibilité de rémunérer certaines de ces missions s'est posée avec une acuité croissante.

L'objectif est de donner une base légale claire et certaine à la facturation des missions des services de secours par les différentes autorités concernées."

L'article 2bis de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, inséré par la loi du 28 mars 2003 modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, définit les missions en matière de protection civile (paragraphe 1^{er}) et habilite le Roi à déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les interventions qui, parmi les missions visées au paragraphe 1^{er}, sont effectuées par les services de la protection civile et celles qui sont effectuées par les services publics d'incendie (paragraphe 2) ².

En effet, comme l'expliquait l'exposé des motifs de la loi du 28 mars 2003, précitée :

" (...) si les missions de la protection civile sont en partie fixées dans l'arrêté royal du 23 juin 1971 organisant les missions de la protection civile et la coordination des opérations lors d'événements calamiteux, de catastrophes et de sinistres, aucune disposition réglementaire fédérale ne précise, à l'exception de la lutte contre

(1) Doc. parl., Chambre, n/ 51-1437/001 et 51-1438/001, p. 281.

(2) L'arrêté royal du 7 avril 2003 répartissant les missions en matière de protection civile entre les services publics d'incendie et les services de la protection civile (Moniteur belge du 21 mai 2003, 2^{ème} édition, pp. 27886 à 27896) a été pris en exécution de cette dernière disposition.

l'incendie et de la prévention de celui-ci, les missions exactes des services publics d'incendie"³.

2.1. Les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 2bis/1 de la loi du 31 décembre 1963, précitée, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2004, disposent :

"§ 1^{er}. L'État et les communes sont tenus de récupérer, à charge des bénéficiaires des prestations, les frais respectivement occasionnés aux services de la protection civile et aux services publics d'incendie lors des prestations fournies par ces services en dehors des interventions visées à l'article 2bis, § 1^{er}.

Sans préjudice des dispositions de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, le Roi détermine, parmi les missions visées à l'article 2bis, § 1^{er}, celles qui peuvent être récupérées à charge de leurs bénéficiaires et celles qui doivent être effectuées à titre gratuit.

En cas de contamination ou de pollution accidentelle dûment constatée, et sans préjudice des dispositions de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, l'État et les communes sont tenus de récupérer, à charge des propriétaires des produits incriminés, les frais occasionnés de ce chef aux services de la protection civile et aux services publics d'incendie lors des interventions effectuées par ces services ou à leur demande en vertu de leurs obligations légales et réglementaires.

Toutefois, lorsque la contamination ou la pollution accidentelle survient en mer ou provient d'un navire de mer, ces frais sont à charge de l'auteur de ladite contamination ou pollution, conformément au droit international. Dans ce cas, les propriétaires des navires éventuellement impliqués sont civilement et solidairement responsables.

§ 2. Le Roi règle les modalités de fixation et de récupération des frais visés au § 1^{er}."

L'abrogation de l'article 85, alinéa 5, de la loi du 24 décembre 1976, précitée, n'entraîne pas automatiquement la disparition du fondement légal des arrêtés royaux du 27 janvier 1978 et du 9 août 1979, précités, car ceux-ci trouvent un nouveau fondement légal dans l'article 2bis/1, § 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée. En principe, ils continuent donc à s'appliquer aussi longtemps qu'ils n'ont pas été remplacés.

⁽³⁾ Doc. parl., Chambre, 2002-2003, n/ 50-2183/001, p. 6.

Néanmoins, en vertu de l'article 2bis/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée, il revient au Roi de déterminer préalablement, parmi les missions visées à l'article 2bis, § 1^{er}, celles qui peuvent être récupérées à charge de leurs bénéficiaires et celles qui doivent être effectuées à titre gratuit.

2.2. Les articles 1^{er} à 3 de l'arrêté en projet entendent mettre en oeuvre l'habilitation conférée au Roi par l'article 2bis/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée, en déterminant, parmi les missions en matière de protection civile visées à cet article, d'une part, celles qui sont effectuées gratuitement par les services de secours (article 2, 1/ à 7/, du projet) et, d'autre part, celles qui sont récupérées à charge du bénéficiaire (article 3, § 1^{er}, 1/ et 2/, et § 4, du projet), de l'auteur (article 3, §§ 2 et 4, du projet) ou de l'appelant (article 3, §§ 3 et 4, du projet).

Or, le Roi ne puise, dans l'article 2bis/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée, d'autre habilitation que celle de déterminer, parmi les missions visées à l'article 2bis, § 1^{er}, de la même loi, celles qui peuvent être récupérées à charge de "leurs bénéficiaires".

En l'absence d'une disposition légale expresse et particulière qui permettrait de mettre à charge de "l'appelant" ou de "l'auteur", les frais liés à certaines missions effectuées par les services de secours, seuls les bénéficiaires de ces missions peuvent être désignés pour les supporter; les règles de droit commun en matière de responsabilité civile s'appliquant pour le surplus.

L'article 3 du projet doit en conséquence être revu en fonction de l'habilitation légale qu'il met en oeuvre.

2.3. L'article 4 du projet trouve son fondement dans l'article 2bis/1, § 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée. Cette habilitation renvoie aux "frais visés au § 1^{er}" de ce même article.

Dans cette mesure, elle concerne les modalités de fixation et de récupération des frais que l'État et les communes sont soit tenus de récupérer en vertu de l'article 2bis/1, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 3 et 4, de la loi du 31 décembre 1963, précitée, soit peuvent récupérer en vertu de l'article 2bis/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1963, précitée.

L'article 4 du projet ne fait pas cette distinction.

Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que l'exécution des lois revient au Roi en vertu de l'article 108 de la Constitution et qu'un arrêté ministériel ne peut contenir que des mesures de minime importance ou de détail. Le présent projet doit donc, pour ce qui concerne les services de la protection civile, lui-même établir la liste reprenant les missions qui doivent être facturées et le tarif de celles-ci (article 4, 1/, du projet). Ce n'est que dans cette mesure que l'article 7 du projet peut abroger l'arrêté royal du 27 janvier 1978, précité.

Enfin, l'arrêté en projet omet d'abroger explicitement l'arrêté royal du 9 août 1979, précité, alors que les communes se voient confier le soin d'établir la liste reprenant les missions qui doivent être facturées, ainsi que le tarif de celles-ci (article 4, 2/, du projet).

3. L'ensemble du projet sera revu à la lumière des observations qui précèdent.

Observation finale

Le texte néerlandais du projet est déficient du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond faites dans le présent avis que sont formulées ci-dessous, à titre d'exemple, quelques propositions de texte :

Intitulé

Il faudrait écrire : "... die verhaald kunnen worden en die welke gratis zijn".

.../...

Article 2

À l'article 2, 5/, il faudrait écrire : "... de strijd tegen vervuiling".

Article 3

Au paragraphe 2, il faudrait écrire : "Op degenen die ze hebben veroorzaakt kunnen worden verhaald de kosten van de interventies van de hulpdiensten ..." et au paragraphe 3 : "Op de oproeper kunnen worden verhaald ...".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.166/2
VAN 14 FEBRUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 januari 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de opdrachten van de hulpdiensten die kunnen verhaald worden en diegene die gratis zijn", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Het ontwerp van koninklijk besluit dat om advies is voorgelegd, strekt ertoe uitvoering te geven aan artikel 2bis/1 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, welk artikel ingevoegd is bij de programmawet van 27 december 2004. Het is er dus op gericht in de plaats te treden van het koninklijk besluit van 27 januari 1978 tot regeling van de wijze van vaststelling en verhaal van de kosten van sommige interventies en prestaties van de civiele bescherming en van het koninklijk besluit van 9 augustus 1979 tot regeling van de wijze van vaststelling en verhaal van de kosten van sommige interventies en prestaties van de gemeentelijke brandweerdiensten (artikelen 4 en 7 van het ontwerp).

Beide koninklijke besluiten ontleenden hun rechtsgrond aan artikel 85, vijfde lid, van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977, welk artikel opgeheven is bij de programmawet van 27 december 2004, volgens welke wet "de Koning (...) de wijze van vaststelling en van verhaal van de kosten (regelt) bedoeld in het eerste en het tweede lid".

Het eerste en tweede lid van artikel 85 van de voornoemde wet van 24 december 1976 luiden als volgt :

"In geval van besmetting of van behoorlijk vastgestelde toevallige vervuiling, en onverminderd de bepalingen van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, zijn de Staat en de gemeenten gehouden, ten laste van de eigenaars van de gewraakte producten, de kosten te verhalen die uit dien hoofde aan de diensten van de civiele bescherming en aan de gemeentelijke brandweerdiensten worden veroorzaakt tijdens de interventies door die diensten of op hun verzoek verricht krachtens hun wettelijke en reglementaire verplichtingen. Wanneer de contaminatie of accidentele verontreiniging evenwel op zee plaatsvindt of afkomstig is van een zeeschip, vallen deze kosten ten laste van de persoon die

.../...

voormelde contaminatie of verontreiniging heeft veroorzaakt, overeenkomstig het internationaal recht. In dit geval zijn de eigenaars van de eventueel betrokken schepen burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk.

De Staat en de gemeenten zijn eveneens gehouden, ten laste van de begunstigden van de prestaties, de kosten te verhalen welke aan de diensten van de civiele bescherming en aan de gemeentelijke brandweerdiensten worden veroorzaakt tijdens de prestaties, welke door die diensten worden verricht buiten de hun door de wetten en reglementen opgelegde interventies."

In de memorie van toelichting bij de programmawet van 27 december 2004 is het volgende gesteld ¹ :

"De tekst (van dat artikel 85) voorziet evenwel niets aangaande verhaalbaarheid van kosten voor interventies die binnen een wettelijk of reglementair kader vallen.

Welnu, sedert de inwerkingtreding van de wet van 28 maart 2003 die de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming gewijzigd heeft door de invoeging van een bepaling die alle opdrachten opsomt die kunnen worden uitgevoerd door de brandweerdiensten en de diensten van de Civiele Bescherming, dringt de kwestie van de mogelijkheid om sommige van deze opdrachten te bezoldigen, zich meer en meer op.

De doelstelling bestaat erin een duidelijke en vaststaande wettelijke basis te geven aan de facturering van de opdrachten van de brandweer door de verschillende betrokken overheden."

Artikel 2bis van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, ingevoegd bij de wet van 28 maart 2003 tot wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, bepaalt de opdrachten inzake civiele bescherming (paragraaf 1) en machtigt de Koning om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad te bepalen welke van de in paragraaf 1 bedoelde opdrachten uitgevoerd worden door de diensten van de civiele bescherming en welke door de openbare brandweerdiensten (paragraaf 2). ²

(1) Gedr. St., Kamer, nr. 51-1437/001 en 51-1438/001, blz. 281.

(2) Het koninklijk besluit van 7 april 2003 tot verdeling van de opdrachten inzake civiele bescherming tussen de openbare brandweerdiensten en de diensten van de civiele bescherming (Belgisch Staatsblad van 21 mei 2003, 2^{de} uitgave, blz. 27886 tot 27896) is uitgevaardigd ter uitvoering van die laatste bepaling.

In de memorie van toelichting bij de voornoemde wet van 28 maart 2003 wordt immers het volgende gesteld :

"Hoewel de opdrachten van de civiele bescherming gedeeltelijk zijn vastgelegd in het koninklijk besluit van 23 juni 1971 houdende organisatie van de opdrachten van de civiele bescherming en coördinatie van de operaties bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofes en schadegevallen, is er (...) geen enkele reglementaire federale bepaling, uitgezonderd de brandbestrijding en de preventie ervan, die de precieze opdrachten van de openbare brandweerdiensten vastlegt"³.

2.1. De paragrafen 1 en 2 van artikel 2bis/1 van de voornoemde wet van 31 december 1963, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2004, luiden als volgt :

"§ 1. De Staat en de gemeenten zijn gehouden, ten laste van de begunstigten van de prestaties, de kosten te verhalen die respectievelijk aan de diensten van de civiele bescherming en aan de openbare brandweer worden veroorzaakt tijdens de prestaties, welke door die diensten worden verricht buiten de interventies bedoeld in artikel 2bis, § 1.

Onverminderd de bepalingen van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, bepaalt de Koning welke van de opdrachten vermeld in artikel 2bis, § 1, kunnen verhaald worden ten laste van hun begunstigten en deze die gratis moeten uitgevoerd worden.

In geval van besmetting of van behoorlijk vastgestelde toevallige vervuiling, en onverminderd de bepalingen van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, zijn de Staat en de gemeenten gehouden, ten laste van de eigenaars van de gewraakte producten, de kosten te verhalen die uit dien hoofde aan de diensten van de civiele bescherming en aan de openbare brandweerdiensten worden veroorzaakt tijdens de interventies door die diensten of op hun verzoek verricht krachtens hun wettelijke en reglementaire verplichtingen.

Wanneer de besmetting of de toevallige vervuiling evenwel op zee plaatsvindt of afkomstig is van een zeeschip, vallen deze kosten ten laste van de persoon die voormelde besmetting of verontreiniging heeft veroorzaakt, overeenkomstig het internationaal recht. In dit geval zijn de eigenaars van de eventueel betrokken schepen burgerlijk en hoofdelijk aansprakelijk.

§ 2. De Koning regelt de wijze van vaststelling en van verhaal van de kosten bedoeld in § 1."

⁽³⁾ Gedr. St., Kamer, 2002-2003, nr. 50-2183/001, blz. 6.

De opheffing van artikel 85, vijfde lid, van de voornoemde wet van 24 december 1976 houdt niet automatisch in dat de rechtsgrond van de voornoemde koninklijke besluiten van 27 januari 1978 en 9 augustus 1979 ophoudt te bestaan, aangezien deze besluiten een nieuwe rechtsgrond ontleen aan artikel 2bis/1, § 2, van de voornoemde wet van 31 december 1963. Die besluiten blijven dus in principe gelden zolang ze niet vervangen zijn.

Toch behoort krachtens artikel 2bis/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 31 december 1963 de Koning op voorhand te bepalen welke van de opdrachten vermeld in artikel 2bis, § 1, verhaald kunnen worden op hun begunstigden en welke gratis uitgevoerd moeten worden.

2.2. De artikelen 1 tot 3 van het ontwerpbesluit beogen uitvoering te geven aan de machtiging die aan de Koning wordt verleend door artikel 2bis/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 31 december 1963, door wat de in dat artikel genoemde opdrachten inzake civiele bescherming betreft enerzijds die opdrachten te bepalen die door de hulpdiensten gratis uitgevoerd worden (artikel 2, 1/ tot 7/, van het ontwerp) en anderzijds die welke verhaald kunnen worden op de begunstigde (artikel 3, § 1, 1/ en 2/, en § 4, van het ontwerp), de dader (artikel 3, §§ 2 en 4, van het ontwerp) of de oproeper (artikel 3, §§ 3 en 4, van het ontwerp).

De Koning ontleent echter aan artikel 2bis/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 31 december 1963, geen andere machtiging dan die welke erin bestaat te bepalen welke van de opdrachten die genoemd worden in artikel 2bis, § 1, van dezelfde wet, verhaald kunnen worden op "hun begunstigden".

Bij ontstentenis van een uitdrukkelijke en bijzondere wetsbepaling die het mogelijk maakt de kosten van bepaalde opdrachten uitgevoerd door de hulpdiensten te verhalen op de "oproeper" of de "dader", kunnen enkel de begunstigden van die opdrachten aangewezen worden om die kosten te dragen; voor het overige zijn de regels van gemeen recht inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid van toepassing.

Artikel 3 van het ontwerp dient bijgevolg herzien te worden uitgaande van de wettelijke machtiging die het uitvoert.

2.3. Artikel 4 van het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 2*bis*/1, § 2, van de voornoemde wet van 31 december 1963. Die machtiging verwijst naar de "kosten bedoeld in § 1" van datzelfde artikel.

In dat opzicht heeft ze betrekking op de nadere regels inzake de vaststelling en het verhaal van de kosten die de Staat en de gemeenten hetzij moeten verhalen krachtens artikel 2*bis*/1, § 1, eerste, derde en vierde lid, van de voornoemde wet van 31 december 1963, hetzij kunnen verhalen krachtens artikel 2*bis*/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 31 december 1963.

In artikel 4 van het ontwerp wordt dat onderscheid niet gemaakt.

Overigens dient wederom te worden opgemerkt dat de uitvoering van de wetten de Koning toekomt krachtens artikel 108 van de Grondwet en dat een ministerieel besluit slechts maatregelen van weinig belang of detailkwesties mag omvatten. Wat betreft de diensten van civiele bescherming dient dit ontwerp dan ook zelf een lijst op te maken van de opdrachten waarvan de kosten verhaald moeten worden, alsook het tarief van die opdrachten (artikel 4, 1/, van het ontwerp). Alleen in dat opzicht mag artikel 7 van het ontwerp het voornoemde koninklijk besluit van 27 januari 1978 opheffen.

Tot slot laat het ontworpen besluit na het voornoemde koninklijk besluit van 9 augustus 1979 uitdrukkelijk op te heffen, terwijl de gemeenten ermee belast worden de lijst op te stellen van opdrachten waarvan de kosten verhaald moeten worden, alsook het tarief van die kosten te bepalen (artikel 4, 2/, van het ontwerp).

3. Het ontwerp dient in zijn geheel te worden herzien in het licht van de voorafgaande opmerkingen.

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik gebrekkig gesteld. Onder voorbehoud van de inhoudelijke opmerkingen

.../...

gemaakt in dit advies, worden bij wijze van voorbeeld de hierna volgende tekstvoorstellen gedaan :

Opschrift

Men schrijve : "... die verhaald kunnen worden en die welke gratis zijn".

Artikel 2

In artikel 2, 5/ schrijve men : "... de strijd tegen vervuiling".

Artikel 3

In paragraaf 2 schrijve men : "Op degenen die ze hebben veroorzaakt kunnen worden verhaald de kosten van de interventies van de hulpdiensten ..." en in paragraaf 3 : "Op de oproeper kunnen worden verhaald ...".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS